

**HULIN (M. Henri)**, *Député de l'Aisne*  
(M. R. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341) ; de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

#### Dépôt :

Le 30 juin 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 3701) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article premier de la loi du 17 avril 1923, modifié par la loi du 23 mars 1928, pour en étendre le bénéfice aux veuves de guerre 1914-1918 qui ont acquis la nationalité française en application du Code civil par voie de mariage contracté après 1919 avec des Alsaciens et des Lorrains réintégrés de plein droit ou par jugement dans la nationalité française en exécution du Traité de Versailles, n° 11076 (rectifié).

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi établissant le plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de guerre ; Article additionnel : *Son amendement relatif à la définition des traitements bruts* [5 décembre 1953] (p. 6081).

**HUTIN-DESGRÈES (M. Paul)**, *Député du Morbihan* (M. R. P.).

Son élection est validée [11 juillet 1951] (p. 5924). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (F. n° 5) ; de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

#### Dépôts :

Le 14 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter les articles 4, 9, 12, 14, 51 et 55 de la loi du 12 avril 1941, modifiée par les lois des 22 septembre 1948 et 22 août 1950 et l'article 10 de la loi du 22 septembre 1948, lois fixant le régime de pensions de retraite des marins de commerce et de pêche, n° 1522. — Le 14 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à créer une Commission parlementaire habilitée à connaître des gaspillages ou des abus dans la gestion des services dépendant de l'Etat et à proposer les sanctions nécessaires, n° 2017 (rectifié). — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi créant un contingent spécial dans l'Ordre de la Légion d'honneur en faveur des plus anciens maires de France, n° 4162. — Le 25 mars 1953, une proposition de loi tendant à créer des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit des combattants décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire pour faits de guerre dans la période qui va du mois d'août 1914 à la promotion Fayolle incluse, n° 6016. — Le 28 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter le régime des pensions des marins du commerce et de la pêche, n° 7503. — Le 28 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 7 avril 1942 relative à l'assurance des élèves des écoles nationales de navigation maritime et des écoles d'apprentissage maritime en cas d'accident, de maladie et d'invalidité, n° 7504. — Le 25 juin 1954, une proposition de loi tendant à assurer aux greffiers des justices de paix et des tribunaux de simple police une rémunération en harmonie avec les rémunérations perçues en 1914, n° 8742. — Le 23 février 1955, une proposition de loi relative à la composition du Gouvernement, n° 10209. — Le 1<sup>er</sup> mars 1955, une proposition de loi tendant à créer, à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de Verdun, des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit des anciens combattants de 1914-1918 décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire pour faits de guerre, ayant obtenu au moins cinq titres dans la période qui va de la déclaration de guerre à la fin des hostilités, n° 10214. — Le 12 novembre 1955, une proposition de loi relative à la composition du Gouvernement, n° 11873. — Le 15 novembre 1955, une pro-

position de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accroître l'aide financière accordée aux jeunes ménages, n° 11882.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la loi sur la presse ; Art. 3 : *Obstruction du groupe communiste* [8 novembre 1951] (p. 7729) ; Art. 9 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7735). — Dépose une demande d'interpellation sur le cas de M. de Récy et sa détention [4 décembre 1951] (p. 8746). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 700 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite des anciens combattants (Carte du combattant aux marins du commerce)* [13 décembre 1951] (p. 9136) ; *le retire* (p. 9138) ; Chap. 701 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations provisoires d'attente (Décorations aux anciens combattants)* (p. 9156). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Cimetières de la Résistance*) [14 décembre 1951] (p. 9186). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Nouvel ordre du jour de synthèse de M. de Beaumont (Conférence de Lisbonne, l'exemple de l'Angleterre et du Portugal, le vieil antagonisme franco-allemand)* [16 février 1952] (p. 738, 739) ; — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti (Echelle mobile), amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses observations sur les abus qui grèvent le budget)* [9 avril 1952] (p. 2040, 2041) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Article additionnel : *Son amendement tendant à créer une commission d'enquête sur les gaspillages et abus* [21 décembre 1952] (p. 6853, 6854) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1953 : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur la malversation du provisoire, l'instabilité ministérielle, la réforme nécessaire de la Constitution)* [30 décembre 1952] (p. 7054 et suiv.) ; — d'une proposition de loi portant amnistie des Français

incorporés de force dans les formations militaires ennemies : *Discussion générale (Les nécessités de la justice, le sort de l'Alsace-Lorraine depuis 1870)* [18 février 1953] (p. 1120 et suiv.) ; — des interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires [6 mars 1953] (p. 1652) ; — d'une proposition de loi portant amnistie : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Nécessité de l'apaisement politique, amnistie des inéligibles)* [10 mars 1953] (p. 1778). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à prendre pour défendre le patrimoine d'honneur des anciens combattants et résistants [27 mars 1953] (p. 2468). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article 2 du projet (Ses observations sur l'instabilité ministérielle)* [21 mai 1953] (p. 2825) ; — du projet de loi relatif aux dépenses pour 1953 des budgets annexes de la LÉGION D'HONNEUR et de L'ORDRE DE LA LIBÉRATION : *Importance relative des promotions dans la Légion d'honneur ; médaille militaire* [25 janvier 1955] (p. 199, 200) ; *Volontaires et traitement de la Légion d'honneur* (p. 201) ; *Motion préjudicielle de M. Darou (Doublement des traitements)* [27 juillet 1955] (p. 4330) ; *Promotions* (p. 4330, 4331) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la Légion d'honneur et à la médaille militaire : *Contingent exceptionnel pour les médaillés militaires* [4 février 1955] (p. 715). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Edgar Faure) : *Sa proposition de résolution relative au nombre maximum des membres du Ministère* [23 février 1955] (p. 878, 879). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE pour 1955 : *Son sous-amendement à l'article additionnel de M. Desson (Exonération de la redevance pour les postes de l'enseignement privé)* [17 mars 1955] (p. 1636) ; *Ses explications de vote : Affaire des postes périphériques* (p. 1640) ; — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Article additionnel de M. Thamier tendant à placer l'enseignement post-scolaire sous l'autorité du Ministre de l'Éducation nationale* [30 juin 1955] (p. 3486) ; — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de*

*M. Dronne* (*Scrutin majoritaire à deux tours dans un cadre plus large que l'arrondissement, uninominal ou plurinominal selon les circonscriptions*) [31 octobre 1955] (p. 5417). — Est entendu sur la question de confiance posée contre l'adoption des propositions de la Confé-

rence des présidents : *Ses explications de vote* [29 novembre 1955] (p. 6044); *Suggère la dissolution* (p. 6056). = S'excuse de son absence [20 mars 1953] (p. 2090), [23 octobre 1953] (p. 4530). = Obtient des congés [20 mars 1953] (p. 2090), [23 octobre 1953] (p. 4530).



## I

**IHUEL (M. Paul)**, *Député du Morbihan* (M. R. P.).

Son élection est validée [11 juillet 1951] (p. 5924). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission de l'agriculture pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la commission plénière de la Caisse nationale de crédit agricole [25 juillet 1951] (F. n° 12).

#### Dépôt :

Le 9 mars 1954, une proposition de loi tendant à permettre aux sinistrés prioritaires d'obtenir le règlement en titres de la part de leur indemnité de dommages de guerre constituant la part « différée », n° 8000.

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Agriculture, équipement et réforme de structure nécessaires, notamment dans l'Ouest; entretien des monuments, reboisement* [25 mai 1955] (p. 3021 à 3023). = S'excuse de son absence [13 mars 1952] (p. 1260), [8 décembre 1953] (p. 6258), [9 novembre 1954] (p. 4816), [24 janvier 1955] (p. 150). = Obtient des congés [13 mars 1952] (p. 1260), [8 décembre 1953] (p. 6258), [9 novembre 1954] (p. 4816), [24 janvier 1955] (p. 150).

**ISORNI (M. Jacques)**, *Député de la Seine* (2<sup>e</sup> circonscription) (app. I. P.).

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 5998). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [31 juillet 1951] (F. n° 15), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [16 mars 1954] (F. n° 364), [18 janvier 1953] (F. n° 482); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [28 août 1951] (F. n° 27); de la Commission de l'éducation nationale [1<sup>er</sup> avril 1952] (F. n° 126); de la Commission des affaires étrangères [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); Est nommé membre suppléant de la Commission des finances [27 mai 1952] (F. n° 138), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341); Est nommé : membre de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie [18 novembre 1951] (F. n° 73); membre de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (F. n° 278); Vice-Président de cette Commission [22 juillet 1953] (F. n° 281); par la Commission de la défense nationale membre de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les états associés d'Indochine [8 juillet 1954] (F. n° 406); par la Commission des affaires étrangères membre titulaire de cette même Commission [18 novembre 1954] (F. n° 443), [1<sup>er</sup> février 1955] (F. n° 491).

#### Dépôts :

Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à l'amnistie des faits dits de collaboration et à